

 <p><b>PRÉFET DE L'ESSONNE</b></p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>	<p><b>Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers</b></p> <p><b>Commission du 12 Septembre 2025</b></p>	<p><b>Direction départementale des territoires</b></p> <p>Évry-Courcouronnes, le 13/10/2025</p>
--	--	---

## **Avis sur le PLU de la commune de Boissy-Sous-Saint-Yon**

La commune de Boissy-Sous-Saint-Yon a saisi la CDPENAF le 26 Juin 2025 sur le projet de PLU arrêté, par délibération du conseil municipal, le 5 Juin 2025.

Après délibération et votes exprimés sur le projet présenté, à l'unanimité, la CDPENAF émet un **avis favorable assorti de réserves**.

Elle prononce les avis suivants sur :

### **1) La consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers** (L.153-16 du code de l'urbanisme)

La commission :

- suggère de justifier les motifs de suppression des EBC au sein de l'OAP « Bas de Torfou - Est» ;
- rappelle qu'une zone humide avérée et des zones humides potentielles sont présentes au sein de l'OAP « Bas de Torfou ». Elle prévient que ces zones doivent être impérativement préservées dans le but d'être en accord avec le SAGE de l'Orge et de l'Yvette qui prévoit dans son futur règlement l'interdiction de la destruction des zones humides ;
- demande à la commune de classer en A une zone déclarée à la PAC où un EBC a été retiré.

### **2) Le règlement en zones A et N, hors Secteurs de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL)**

(L.151-12 du code de l'urbanisme)

La commission :

- préconise de réglementer les constructions et les extensions en zonage A ;
- demande de retirer la réglementation des clôtures en zonage A.

### **3) Les Secteurs de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées**

(L.151-13 du code de l'urbanisme)

Sans objet.

**4) Les bâtiments repérés au PLU comme pouvant changer de destination**  
(L.151-11 du code de l'urbanisme)

Sans objet.

**5) Les autres points relevés**

La commission :

- demande de retirer l'interdiction de la méthanisation ;
- regrette l'absence de la dérogation lisière de massif supérieurs à 100 ha qui permet les constructions agricoles au sein des lisières.

À Évry-Courcouronnes, le

La présidente de la CDPENAF,



Mme Simone SAILLANT

Cet avis de la CDPENAF est publié sur le site des services de l'État en Essonne :  
<http://www.essonne.gouv.fr/Politiques-publiques/Agriculture-et-foret/Agriculture/CDPENAF-Preserver-les-espaces-agricole-forestier-ou-naturel>